

Intérêt accru pour le secteur privé

Le décideur algérien réalise l'intérêt économique du secteur privé lorsque la ressource publique se fait rare. Pour la Banque mondiale, le secteur privé est un moteur « essentiel » de la croissance et de la prospérité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord^(*) ; une conviction qu'elle rattache à la mise en œuvre de « politiques efficaces ».

A la question de savoir « quels sont les obstacles au développement du secteur privé dans la région Mena ? », une enquête auprès de 6 000 entreprises dans huit pays et territoires différents – le nôtre non compris – mentionne les facteurs suivants : l'instabilité politique, la corruption, l'alimentation électrique déficiente et l'accès inadapté aux canaux de financement formels. Sont également cités les barrières commerciales et le manque de personnel qualifié.

Ces obstacles rendent vains les efforts d'innovation et de croissance.

Le dernier rapport Doing Business relève que « la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a mis en œuvre le plus grand nombre de réformes depuis 2009, avec 35 réformes dans 15 des 20 économies de la région. Les Emirats arabes unis et le Bahreïn étaient dans le top 10 des réformateurs. Cependant, la région présente les plus grandes disparités entre hommes et femmes avec 70% des économies imposant des obstacles pour les femmes entrepreneurs ».

Il devient alors prioritaire de recourir à des stratégies ambitieuses pour « accroître la productivité des entreprises, ainsi que la réaffectation des ressources aux plus productives d'entre elles », stratégie qu'elle résume à quatre actions principales : améliorer le climat des affaires, accroître l'accès au financement, parvenir à une meilleure éducation, à de meilleurs emplois et compétences, et promouvoir le commerce, la concurrence et l'innovation. Il est relevé « une marge de progrès considérable grâce à l'amélioration de l'éducation, de l'emploi et des compétences, en particulier pour les femmes et les jeunes ».

Il est également espéré une plus

grande stabilité politique, la lutte contre la corruption et une fiabilité de l'alimentation électrique.

Dans cette optique, le nerf de la guerre demeure naturellement l'accès au crédit : « De nombreuses entreprises sont éloignées des canaux de financement formels. Elles ne font pas de demandes de crédit, car elles affirment disposer de ressources suffisantes. Il est possible d'améliorer l'accès au financement en consolidant les méthodes d'évaluation du risque de crédit auxquels les banques ont recours. Des mécanismes de garantie des crédits peuvent réduire les problèmes liés au collatéral, et il peut par ailleurs s'avérer utile de renforcer les lois relatives aux transactions sécurisées et d'établir un registre des garanties plus efficient pour soutenir les prêts aux PME sans mettre en danger la stabilité financière. »

Une attention particulière est accordée à l'emploi des jeunes : « Il est crucial de développer l'emploi et les opportunités entrepreneuriales, en premier lieu pour les jeunes et les femmes, afin d'élever les niveaux de vie et le degré de stabilité politique et sociale. Il importe également de réorienter le système éducatif de la région vers l'acquisition de compétences professionnelles pertinentes pour la révolution technologique actuelle, afin de dynamiser l'entrepreneuriat et l'emploi. »

La question est primordiale pour la Banque mondiale. Un autre rapport insiste sur la mobilisation d'un financement initial pour les startups au Moyen-Orient et en Afrique du Nord^(**). « D'après des recherches empiriques, les pays Mena disposent d'une importante population jeune, généralement instruite mais sous-employée. Il est donc impératif d'aider les startups si l'on veut garantir la croissance et la prospérité de cette région. » A ce titre, il est attendu de « renforcer le financement par capital d'amorçage et par capital-risque, ainsi que l'appui non financier, pour aider les jeunes pousses à démarrer et dynamiser l'emploi ».

Les jeunes pousses ont d'autant de

chance de se frayer une place dans l'espace économique qu'elles bénéficient aussi, « dans une large mesure, de l'appui non financier offert par les incubateurs, accélérateurs et autres prestataires de services de développement des entreprises (Business Development Services, BDS) », ajoute encore la Banque mondiale.

Un autre levier concourt à la promotion de l'entrepreneuriat privé : l'intégration des femmes. En la matière, si les pays en développement restent à la traîne, le monde arabe occupe la place de bon dernier. C'est la conclusion première de l'édition 2016 du dernier rapport de la Banque mondiale « Les femmes, l'entreprise et le droit »^(***), publié le 9 septembre 2015.

Le rapport, publié tous les deux ans, passe en revue les réglementations défavorables aux femmes entrepreneuses et salariées dans 173 économies.

La substance du document tient à ceci : nombre d'obstacles juridiques empêchent les femmes d'améliorer leur situation économique, les excluent de certains emplois, limitent leur accès au crédit et les privent de toute protection face aux violences. C'est la configuration qui prévaut dans cent pays.

En dehors d'un espace réduit de 18 pays qui n'ont pas de restrictions juridiques s'appliquant aux femmes dans les domaines étudiés espace réduit, le rapport dénombre près de 950 cas d'inégalité entre les sexes, répartis selon sept indicateurs : accès aux institutions, jouissance de la propriété, obtention d'un emploi, incitations au travail, formation du crédit, actions en justice et protection des femmes contre les violences.

Le Moyen-Orient réunit les 11 économies les plus restrictives au monde, pour l'essentiel des monarchies machistes et misogynes dont les règles de vie sont héritées d'un autre âge. Le rapport leur ajoute l'Afghanistan, le Soudan, la Mauritanie et le Brunei, pour compléter la liste des 15 pays qui restreignent le plus la capacité des femmes à travailler ou à créer une entreprise. L'application à



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

l'Algérie des sept indicateurs de mesure de l'égalité livre, fort heureusement, une image nettement plus optimiste, même si elle recèle encore quelques zones d'ombre.

A. B.

(*) Banque mondiale, 25 juillet 2016
http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2016/07/24/private-sector-is-key-driver-for-growth-in-the-middle-east-and-north-africa?ECR_E_NewsletterWeekly_FR_EXT

(**) Banque mondiale, 21 juillet 2016
http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2016/07/21/catalyzing-early-stage-financing-for-young-firms-in-the-middle-east-and-north-africa?ECR_E_NewsletterWeekly_FR_EXT

(***) Banque mondiale, Women, Business and the Law 2016
<http://wbl.worldbank.org/>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Sociétés dépravées, peuples de débauche, va !

Circulation routière ! Je signale à tout hasard que la route vers El-Mouradia est toujours coupée. Et personne n'a songé à la rouvrir depuis...

... 1999 !

L'autre jour, j'ai vu des étrangers, des Français pour être plus précis, aller voter. Figurez-vous qu'ils plongeaient tous des bulletins sous... enveloppe cachetée dans une urne... transparente ! Mon Dieu, c'est donc vrai ! Voilà le genre de sociétés qui nous pend au nez si nous n'y prenons pas garde ! Une société de dépravation totale où, sans « hachma », sans retenue, des gens, femmes et hommes mélangés, s'en vont plonger des voix dans une boîte même pas protégée. Même pas opaque. Comment peut-on confier sa voix à une boîte transparente ? C'est inimaginable ! C'est La yadjouz ! C'est contraire à la morale de la démocratie exemplaire et responsable dans laquelle nous avons, alhamdoulillah, la chance de vivre. Ya sidi, disons qu'ils se sont trompés, voire fourvoyés un temps, supposons qu'ils aient été « trahis par le chay'tan », ne se trouvait-il pas quelque part, dans leur si nom-

breux bureaux de vote ou dans une quelconque administration mature et saine d'esprit, quelqu'un pour apposer un voile pudique sur cette urne tellement transparente qu'elle en devenait aveuglante ? Juste un bout de tissu, et la morale aurait été sauve. Rien ! Pas un ! C'était trop demander, bien sûr. Tous pourris, oui ! Des débauchés qui s'adonnent à cette lubrique pratique du vote transparent. Un signe de plus que la décadence là-bas, dans ces sociétés, a atteint un seuil terrible. Frères et sœurs de cette si belle contrée qui est la nôtre, cette terre qui sait si bien protéger ses urnes du mauvais œil, qui est arrivée au degré ultime de la « setra », qui fixe de manière stricte et calibrée ce qui doit être vu et ce qui ne doit pas l'être, sans aucun prétexte, gardons-nous de toutes ces invasions barbares. Adorons, aujourd'hui plus qu'hier et moins que demain, nos urnes opaques. Elevons-leur des stèles. Et ne cherchons pas, comme l'ont fait ces Roums impies, à lever le voile. Contentons-nous juste de les lever, les voiles, et de fumer du thé pour rester éveillés à notre cauchemar qui continue.

H. L.